

favorites du mouvement (voir annexe).

En fin de matinée nous organisons une farandole dans la cour. Nous prenons le repas de midi sur place.

En fin d'après-midi, nous tenons l'AG dans la cour Henri IV. La journée a été longue et épuisante. Nous sommes en grève depuis maintenant 11 jours. Le week-end se profile sans espoir réel de voir la

situation se débloquer. Une certaine fatigue se fait sentir.

Les interventions se succèdent sur l'opportunité de poursuivre le mouvement. A cette heure, nous n'avons rien de concret et surtout

aucun interlocuteur crédible.

Toutefois, la poursuite du mouvement est votée à mains levées pour la première fois à la majorité et non pas à l'unanimité.

Malgré les difficultés, on sent la volonté des grévistes de rester solidaires.

Une action est prévue le dimanche avec préparation le samedi.

Présents sur le terrain depuis 7 heures du matin, nous levons l'AG et l'action de la

journée.

Sur le départ, nous recevons un coup de téléphone de Mme F.DV, qui nous propose un rendez-vous à 17 h au CCAS dans les minutes qui suivent, ce que nous refusons compte tenu de la dis-





persion . De plus, cette proposition est perçue comme une provocation supplémentaire.

La dame en rouge et noir donne dans la farce dans la plus pure tradition de la comédia dell'arte. Molière aurait applaudi. « Cachez ces grévistes que l'on ne saurait voir ! » aurait-elle pu dire.

En effet, dans la soirée, le gratin toulousain et quelques vedettes étaient invités à donner leur sang dans le cadre d'une collecte organisée au Capitole. Il fallait éviter à ce beau monde la vision du spectacle offert par les grévistes du CCAS. Cela faisait désordre...



Samedi 26 janvier : ... Ecole des Beaux arts ...

Nous nous sommes retrouvés le samedi après-midi pour l'école des beaux arts, dans les locaux syndicaux.

Les pinceaux virevoltent, les couleurs sont chatoyantes et l'inspiration est grande.

Les œuvres sont rayonnantes et accueillies par des salves d'applaudissements.

Les slogans, les tracts et les banderoles sont prêts pour l'action du dimanche.



Dimanche 27 janvier : ... Des sous ...des sous ...la caisse de solidarité se remplit ...

Les grévistes se rendent en nombre au péage de l'autoroute à Ramonville pour une opération de collecte de soutien en faveur du personnel du CCAS en grève.

Cette opération est un succès. Elle permet d'informer les automobilistes sur notre mouvement et de récolter des fonds pour la caisse de solidarité. Pour la majorité d'entre nous, c'est la première participation à une opération de ce type. Le trac n'est pas absent. L'organisation doit être parfaite pour éviter tout accident. Nous remercions des amis, des collègues syndiqués d'autres collectivités pour leur soutien, leur participation



à l'organisation de l'action péage.

L'action est une réussite à tous les niveaux : échanges avec les automobilistes et argent collecté.

Lundi 28 janvier : ... 14ème jour de grève ...

L'AG se tient avec l'ensemble des grévistes du CCAS après la rencontre avec Mme F.DV.

Le point sur cette rencontre est rapide. Nous constatons une légère évolution sur les organisations de travail et la prime des préfetures.

Toutefois, en ne proposant aucun moyen supplémentaire la mairie de Toulouse confirme son désintérêt pour trouver des solutions, qui garantissent une prestation de qualité dans les services d'accueil de l'enfance, des exclus et des personnes âgées.

La discussion s'engage sur la poursuite du mouvement. La reprise du travail est votée à mains levées à la majorité.

La décision est prise de fixer une AG le jeudi 31 janvier pour déterminer les nouvelles formes d'action et d'organisation pour maintenir notre vigilance et notre solidarité face aux agissements et décisions de la Direction.



Reprise...Bilan...

Le mardi 29 janvier, la reprise du travail s'effectue dans de bonnes conditions. La Direction comptait sur une certaine démoralisation. Au contraire, le personnel qui a su préserver son unité du début à la fin du mouvement n'est pas démoralisé. Les discussions qui ont conduit à la reprise du travail ont montré que le rapport de force n'était pas en faveur des grévistes et qu'il n'était pas susceptible d'évoluer favorablement rapidement, si la décision devait être prise de poursuivre le mouvement.

L'enjeu de la grève dépasse de loin le cadre du CCAS pour différentes

raisons.

Premièrement, le cadre fixé pour le passage aux 35 heures dans la fonction publique par la loi, ne prévoit pas des mesures d'accompagnement en terme de créations de postes.

Deuxièmement, nous nous sommes retrouvés confrontés à une non-volonté politique de la mairie de Toulouse de créer les postes nécessaires pour les 35 heures.

D'autre part, la rumeur, l'hypothèse suivant laquelle M. P.D-B envisagerait, négocierait une place à la tête d'un des plus hauts ministères, intervient pendant notre mouvement de grève.





Une mauvaise évolution de ce conflit serait sans contexte, préjudiciable à ses hautes visées. Quelle est la préoccupation de notre maire ?

Le simple fait de parler du mouvement de grève et de voir des informations apparaître sur la presse nationale ou régionale peut être lourd de conséquences. Signalons tout de même, que notre mouvement a été très peu relayé par la presse télévisée présente à plusieurs reprises sur le lieu de nos actions. Verrouillage politique ???!!!... Mais que fait le CSA ?

Dans ce contexte, le personnel a choisi de reprendre le travail. Il s'agit d'un choix collectif assumé par tous, qui n'a pas suscité de rancœurs et n'a pas généré des divisions dans le camps des grévistes. La Direction, en ne réglant pas les problèmes à son niveau, a pris le risque de délocaliser les tensions dans les établissements et de placer les directions locales dans une situation difficile à laquelle elles n'étaient pas préparées.



Ainsi a-t-on vu des directions confrontées à un refus net d'adopter les organisations de travail proposées unilatéralement.

Ces directions ont dû composer pour finalement mettre en place des solutions qui auraient pu être

trouvées sans entrer dans une relation conflictuelle en observant un minimum d'écoute du personnel concerné.

A la reprise du travail, la cohésion, la complicité entre les personnels sont fortes. La hiérarchie est mal à l'aise. La nostalgie est réelle, du temps où l'administration pouvait régner, en toute tranquillité, en divisant le personnel à l'envie.

Les revendications, avancées au début du mouvement en terme de créations de postes, n'avaient

pour objectif que de permettre aux personnels du CCAS d'obtenir les moyens



nécessaires pour travailler dans des conditions acceptables et garantir un service de qualité aux usagers. Sur les 150 postes demandés (dont 100 pour les 35 H), 29 postes étaient créés avant la grève. La mobilisation a permis d'atteindre le chiffre de 70 postes. Ils manquent à ce jour 80 postes, le compte n'y est pas.



Il y a pénurie. La tentation de la Direction est d'obtenir le plus de flexibilité possible du personnel en poste pour tenter de combler les dysfonctionnements.

Cette flexibi-

lité, bien sûr, va à l'encontre des intérêts du personnel et conduit à une dégradation des conditions de vie des agents et du service public.

Le fait de pouvoir remettre à

plat les organisations de travail dans les établissements et les services avec une prise en compte de la parole du personnel est un acquis de la grève.

Bien sûr, rien n'est réglé, et les solutions trouvées ne sont pas satisfaisantes.

Toutefois, on peut facilement imaginer l'évolution des conditions de travail, s'il n'y avait pas eu cette réaction collective.





Les agents administratifs n'ont pu obtenir satisfaction sur l'abandon par l'administration de la prise en compte de l'assiduité de l'agent, pour le versement de la prime des préfectures. Seules les causes d'absence pour accident de travail et congés maternité ont été écartées.

Il s'agit là du bilan brut de cette grève, de ce qui est directement palpable. Si on devait s'arrêter là, on pourrait conclure que le bilan est en demi-teinte.

D'ailleurs, les pourfendeurs de cette grève ne manquent pas de mettre le doigt sur ce point, en noircissant au passage le bilan, pensant être persuasifs et convaincre le personnel que cette grève était inutile, voire nuisible au personnel du CCAS et au CCAS en général.



Tout le monde, sait qu'il n'est pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre et qu'il n'est pas plus aveugle, que celui qui ne veut pas voir.

L'attitude revancharde de la Direction, des propos calomnieux à l'égard des principaux animateurs de la grève écrits et diffusés à plusieurs reprises montre que l'enjeu de cette grève